



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 26/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SEMAQ (EX SARL PLANA 3)

**RUE LE BOIS DE LION LIEU-DIT LES GRANDS CHAMPS
PARCELLE ZD 209
33240 Peujard**

Références : 26-0259
Code AIOT : 0100003040

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/03/2026 dans l'établissement SEMAQ (EX SARL PLANA 3) implanté RUE LE BOIS DE LION LIEU-DIT LES GRANDS CHAMPS PARCELLE ZD 209 33240 Peujard. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection, objet du présent rapport, avait pour objectif de procéder au récolement de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 octobre 2025 intégrant les nouvelles conditions de stockage, et de traiter les suites des précédentes inspections.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEMAQ (EX SARL PLANA 3)
- RUE LE BOIS DE LION LIEU-DIT LES GRANDS CHAMPS PARCELLE ZD 209 33240 Peujard
- Code AIOT : 0100003040
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise SEMAQ exploite, sur la commune de Peujard, un entrepôt logistique, autorisé par l'arrêté préfectoral du 23 février 2023, complété le 9 octobre 2025.

L'activité du site relève du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510 "Stockage de matières combustibles dans des entrepôts couverts" de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

La société appartient au groupe NEXT PACK, leader sur le marché français de l'emballage industriel.

SEMAQ achète, stocke et distribue des emballages industriels en plastique, bois, métal pour l'industrie chimique, cosmétique et agroalimentaire.

Elle emploie sur site une vingtaine de personnes. L'entrepôt est exploité en journée.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Durant l'inspection, le projet d'installation de centrale photovoltaïque sur la toiture de l'entrepôt a été évoqué. Ce dernier pourrait être mis en œuvre d'ici fin 2027 - 2028.

Il est rappelé à l'exploitant que la future installation devra être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées avant son installation, *a minima* afin de démontrer la conformité aux dispositions de la section V de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation (applicable selon le point 15 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017), de réviser le calcul des besoins en eaux en cas d'incendie (D9) et de définir l'organisation de la défense incendie du site.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Conditions de stockage	AP Complémentaire du 09/10/2025, article 2.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Moyens de défense	AP Complémentaire du 09/10/2025, article 2.5	Demande d'action corrective	1 mois
5	Détection automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 12	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Plan de défense incendie	AP Complémentaire du 09/10/2025, article 2.6	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Installations électriques et installations protection foudre	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 15	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.7.3	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etats des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4	Sans objet
3	Confinement des eaux d'extinction d'incendie	AP Complémentaire du 09/10/2025, article 2.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que les conditions de stockages sont telles que décrites dans le dernier dossier de porter à connaissance ayant donné lieu à l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 octobre 2025. Toutefois, une action reste à mener afin de garantir la configuration des îlots de stockage en masse, non marqués au sol, et de garantir le maintien des distances libres aux parois des cellules, aujourd'hui encombrés par des palettes bois.

Par ailleurs, l'inspection a fait l'objet de diverses demandes, détaillées dans le présent rapport, principalement dues à un manque de formalisation. Certaines de ces demandes avaient déjà été identifiées lors des précédentes inspections ; il est attendu de l'exploitant qu'elles soient prises en compte avec rigueur.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etats des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Etats des stocks
Prescription contrôlée : I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non

dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. [...]
Constats : Le déploiement du nouvel outil informatique à l'échelle du groupe pour le suivi des stocks, annoncé lors de l'inspection de 2025, est prévu pour la fin d'année 2026. Le jour de la visite, le bilan mensuel des stocks (janvier et février 2026) et celui du jour de l'inspection a été présenté. Il indique par matière la répartition par cellule, en détaillant le poids, le volume et le nombre de palettes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/10/2025, article 2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage
Prescription contrôlée : Les stockages dans les différents bâtiments respectent les conditions suivantes : - Stockage sur des racks fixes : doubles et simples, séparés par des allées de 3,2 à 3,60 m, d'une hauteur maximale de stockage de 8 m (4 niveaux : sol + 3 niveaux), - Stockage en masse : en îlots de 12 m de largeur au maximum et de moins de 500 m ² , séparés par des allées de 2 m, sur une hauteur maximale de 8 m, distants au minimum de 1 m des parois. Le plan en annexe présente la configuration des stockages dans les 2 cellules.
Constats : Les modalités de stockage dans les 2 cellules étaient en adéquation avec le plan des stockages fixé en annexe de l'APC susvisé. Toutefois, il a été noté que le marquage au sol annoncé lors de la précédente inspection, afin de garantir le respect de la configuration des îlots de stockage en masse, n'avait pas été réalisé. De plus, il a été constaté que le maintien de la distance libre d'un mètre aux parois des cellules de stockage n'était pas respecté, encombrée à plusieurs endroits par des stockages de palettes bois le long des murs.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifie auprès de l'inspection des installations classées de la suppression des palettes stockées le long des parois, et met en place les mesures nécessaires afin de garantir le respect des conditions de stockage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Confinement des eaux d'extinction d'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/10/2025, article 2.4

Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction d'incendie
Prescription contrôlée : [...] Le confinement sur site est assuré selon les modalités suivantes : [...]- des batardeaux au niveau des portes de quais, mis en place par des opérateurs formés. L'exploitant met en place une procédure incendie permettant de garantir la rétention des eaux incendies polluées en tout temps, notamment hors heures ouvrées. - une vanne automatique motorisée asservie à la détection incendie, située en aval du bassin étanche d'eaux pluviales. [...]
Constats : Comme relevé lors de la précédente inspection en septembre 2025, le site dispose d'un bassin étanche, constaté en bon état, isolé grâce à une vanne automatique placée en sortie du bassin, asservie à la détection incendie du site. Il a été annoncé qu'une formation à la manipulation des moyens de défense incendie (extincteurs, RIA, batardeaux) a été dispensée sur site les 16 et 17 mars 2026.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Moyens de défense

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/10/2025, article 2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de défense
Prescription contrôlée : [...] Les besoins en matière de défense incendie peuvent être assurés par :- 2 réserves aériennes souples de 120 m ³ (en limite Nord-ouest du site) et 240 m ³ (en limite Nord Est du site), disposant d'une aire de mise en stationnement des engins de secours par multiple de 120 m ³ , - 1 poteau incendie de 60 m ³ /h sur la D2010 garantissant en toutes circonstances a minima ce débit sous 1 bar. [...] L'exploitant réalise chaque année des mesures de débit du poteau incendie supra (de façon unitaire, chaque poteau doit délivrer a minima 60 m ³ /h sous 1 bar). À défaut, il s'assure auprès du gestionnaire public que les essais sont bien réalisés. [...] De plus, l'exploitant réalisera un contrôle fonctionnel simplifié de ces réserves au moins une fois par an pour s'assurer de l'accessibilité et de la visibilité / du volume d'eau disponible / du bon état des équipements de mise en aspiration. Le résultat de ces vérifications doit être consigné et tenu à a disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le dernier contrôle de débit du poteau incendie date du 19 mars 2025. Il a été rappelé à l'exploitant qu'il convient de se rapprocher du gestionnaire de réseau pour obtenir les résultats de la mesures de débit en 2026. Par ailleurs, il a été relevé que l'exploitant n'était pas en mesure de justifier de la réalisation du contrôle fonctionnel simplifié de ses réserves d'eau, comme demandé par l'APC suscité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met en place le contrôle fonctionnel simplifié de ses réserves d'eau incendie, conformément à son arrêté préfectoral du 9 octobre 2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Détection automatique d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.</p> <p>Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.</p> <p>Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a annoncé que le système de détection incendie avait été déplacé depuis la dernière inspection de septembre 2025.</p> <p>L'installation est de nouveau en cours de certification vis-à-vis du référentiel APSAD R7 (DC7). Pour rappel, la réglementation APSAD R7 définit les exigences techniques minimales des système de sécurité incendie (SSI) pour l'analyse des risques, l'installation et la maintenance.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées la déclaration de conformité APSAD R7, ainsi que le compte rendu de visite périodique du SSI (Q7).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/10/2025, article 2.6
--

Thème(s) : Risques accidentels, Organisation

Prescription contrôlée :

Pour l'ensemble de son établissement, l'exploitant établit un plan de défense incendie en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.

Le plan de défense incendie comprend :

- le schéma d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus ;
- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques.

Il prévoit en outre les: modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan opérationnel interne s'il existe. Il est tenu à jour.

Le PDI intègre également les modalités d'utilisation et de mise en œuvre des batardeaux présents sur site pour permettre le confinement des eaux d'extinction d'incendie dans l'entrepôt.

Constats :

Le Plan de défense incendie (PDI) du site est disponible dans sa dernière version de septembre 2025.

Une actualisation de ce dernier a été annoncée suite au déplacement du SSI, abordé au point de contrôle précédent.

Aucun exercice incendie n'a été mené à ce jour.

L'exploitant a annoncé attendre la finalisation de la certification du SSI pour en programmer un. Comme précédemment lors de la précédente inspection, cet exercice devra prévoir *a minima* la mise en œuvre des dispositifs opérationnels (fermeture de la vanne en sortie de bassin, mise en place des batardeaux...). et tester l'organisation définie dans le PDI.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le PDI actualisé, ainsi que le compte-

rendu d'exercice.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Installations électriques et installations protection foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>A proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique générale ou de chaque cellule.</p> <p>A l'exception des racks recouverts d'un revêtement permettant leur isolation électrique, les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations, racks) sont mis à la terre et interconnectés par un réseau de liaisons equipotentiellles, conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.</p> <p>L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La vérification des installations électriques a été menée par SOCOTEC en septembre 2025. Les attestations Q18 et Q19 (thermographies) ont été présentées durant l'inspection.</p> <p>Le rapport de vérification initiale des installations de protection contre la foudre, établi par SOCOTEC le 16 octobre 2025, a été consulté. Ce rapport indique un point non vu (NV) - test non mené sur PDA - et des non-conformités (NC) - sur parafoudre. La levée de ces observations n'a pas pu être justifiée le jour de l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées la justification de la levée des points NV ou NC du rapport de vérification initiale des installations de protection contre la foudre.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Prescription contrôlée :

<p>Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont stockés définitivement dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement. L'exploitant est en mesure de justifier la gestion adaptée de ces déchets sur demande de l'inspection des installations classées. Il met en place un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets dangereux générés par ses activités. Tout brûlage à l'air libre est interdit.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au jour de l'inspection, aucun registre des déchets n'était disponible sur site. L'exploitant a établi un contrat avec un prestataire externe (BRANGEON recyclage). Les bons de passage permettent à l'exploitant de tracer les enlèvements. Une synthèse des déchets enlevés pour la période du 1er janvier au 30 septembre 2024 a été présentée. Toutefois, les déchets non couverts par ce contrat ne sont pas tracés (boues du séparateur d'hydrocarbures, évacuation des palettes, etc.)</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met en place un registre des déchets afin de garantir la traçabilité de l'ensemble des déchets générés par le site. Il transmet ce registre à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>